

**Arrêté préfectoral du 28 MAI 2026
portant mise en demeure à l'encontre de l'exploitation de Monsieur Régis
VRIGNEAU située « La foye » à La Ronde sur la commune de La Forêt-sur-Sèvre
(79 380)**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.122-1 et suivants ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n°2007-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1064 du 31 décembre 1984 pour l'exploitation de 22 000 volailles de plus de 30 jours ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2887 du 22 mai 1997 suite à la régularisation administrative du plan d'épandage pour l'exploitation de 22 000 dindes soit 66 000 animaux-équivalents volailles ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER , secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le rapport d'inspection des installations classées n° 2023-01545 du 7 juillet 2023 suite à l'inspection réalisée le 13 juin 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 17 mars 2026 sur le site situé « La foye » à La Ronde sur la commune de La Forêt-sur-Sèvre faisant état d'absence d'action corrective sur certaines non-conformités ;

Vu le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant le 6 mai 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet de mise en demeure susvisé ;

Considérant les non-conformités constatées lors de l'inspection du 13 juin 2023 portant tant sur la gestion des déchets que sur la gestion des eaux usées générées lors des opérations de nettoyage des sas des bâtiments d'élevage et l'absence de mise en œuvre de mesures correctives ;

Considérant les constats lors du contrôle réalisé par le service de l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2026 faisant état de la récurrence des anomalies déjà signalées lors de l'inspection du 7 juillet 2023 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure Régis VRIGNEAU de respecter les prescriptions des articles de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres.

ARRÊTE

Article 1

L'exploitant de l'installation d'élevage de volailles de chair VRIGNEAU REGIS situé « La foye » à La Ronde sur la commune de La Forêt-sur sèvre (79 380) est mis en demeure de respecter les prescriptions du Code de l'environnement et de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2

L'exploitant de l'installation est tenu de prendre toutes les dispositions afin de procéder aux mesures suivantes à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Références réglementaires	Mesures	Délais à respecter
Article 6 et 33 de l'APMG du 27/12/2013	<p>Nettoyer le site et les abords des bâtiments.</p> <p>Limitier la quantité de déchets présents sur l'installation.</p> <p>Éliminer les déchets stockés sur le site et aux abords des bâtiments dans des filières autorisées.</p> <p>Mettre en place des zones de tri du matériel inutilisé en attente d'utilisation ou de valorisation.</p> <p>Transmettre les justificatifs des actions entreprises (photographies et bons de prise en charge des déchets).</p>	6 mois
Article 23>I de l'APMG du 27/12/2013	<p>Mettre en place les mesures nécessaires afin de garantir l'absence de rejet dans le milieu naturel des eaux usées générées lors du nettoyage et de la désinfection des sas.</p> <p>Transmettre les justificatifs des actions entreprises.</p>	6 mois

AMPG : arrêté ministériel de prescriptions générales

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Non respect de la mise en demeure

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5 –Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 6 –Information des tiers

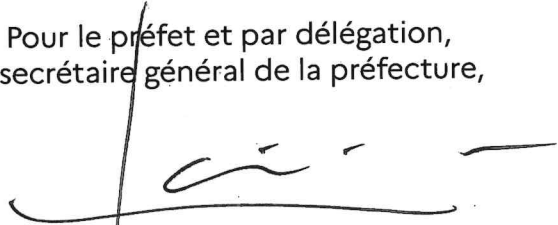
Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5-Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Monsieur Régis VRIGNEAU et au maire de La Forêt-sur-Sèvre.

Niort, le **28 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER